

Les défis du monde moderne et l'industrie

Autor(en): **Bignami, Enrico**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **26 (1968)**

Heft [1]: **Le défi du monde moderne : changement et mobilité**

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-136333>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les défis du monde moderne et l'industrie

Enrico Bignami

administrateur-délégué de Nestlé Alimentana S.A., Vevey

Nous allons essayer de situer le phénomène industriel dans le monde occidental d'aujourd'hui, en tenant compte de la création d'espaces économiques de plus en plus importants, d'une plus grande mobilité des hommes, de leur désir de nouveauté et de leur obligation, parfois, d'accepter ce qui est neuf.

Par ses besoins pressants et multiples, la société de consommation ou, si l'on préfère, l'ère de l'opulence, dans laquelle nous vivons, provoque une nette tendance à la concentration de l'industrie et du commerce. Au niveau européen, a-t-on dit, l'entreprise d'aujourd'hui doit s'organiser pour vendre pour un milliard de francs suisses de produits par an; au niveau mondial, pour un milliard de dollars. Sur le plan européen, il y a environ 200 sociétés du premier type et 30 du second. Sans être absolument précises, ces indications peuvent toutefois être utiles à titre de comparaison, par exemple, avec les quelque 90 sociétés de taille mondiale situées de l'autre côté de l'Océan. Les causes de cette tendance à la concentration ont fait l'objet de discussions ces dernières années. Elles portent sur le coût de la recherche — laquelle est généralement plus rentable et moins onéreuse pour de grandes organisations — et sur la nécessité, pour l'entreprise, d'être efficace du point de vue industriel, afin de soutenir la compétition avec la concurrence à l'aide d'une forte production; en même temps, l'entreprise qui se veut efficace doit tenir compte des différentes pressions dues à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et à la diminution du temps de travail, phénomènes qui, à leur tour, engendrent et justifient des investissements techniques de plus en plus importants.

Science et technique sont actuellement les sources principales des changements s'opérant dans le monde. Evidemment, il en existe d'autres, mais elles sont probablement moins importantes; cela est vrai même pour celles relevant de l'ordre politique et social. Ce que nous savons aujourd'hui, c'est que la science et la technique ont changé et sont en train de changer le monde à un rythme incroyable, imprévisible il y a trente ans et, à plus forte raison, au début du siècle.

L'information s'achemine à la vitesse de la lumière, les transports à celle du son, les moyens de destruction peuvent annihiler des pays entiers, de nouvelles sources d'énergie ont été découvertes. Les nouveaux prophètes prédisent qu'en l'an 2000, lorsque la terre aura plus de 6 milliards d'habitants, il existera une société plus riche, disposant de davantage de loisirs certes, mais qui sera beaucoup plus dirigée qu'aujourd'hui; toutefois, ceux d'entre eux qui allient à leur bonne foi l'usage d'excellents moyens d'investigation sur l'avenir de l'homme ne sont pas en mesure de prédire si, proportionnellement, le nombre des malheureux va véritablement diminuer sur la terre!

Entre 1968 et les années 80 ou 90, que peut-on prévoir en ce qui concerne le développement et le rôle de l'industrie? Nous avons déjà mentionné la tendance à la concentration,

dont les raisons sont évidentes et plausibles, quoique l'on puisse — ou mieux que l'on doive — croire que les petites et moyennes entreprises pourront garder certains de leurs atouts, mais certains seulement, et probablement pas dans la même mesure qu'aujourd'hui.

La vie de l'entreprise industrielle continuera à être conditionnée par des forces et des pressions intérieures et extérieures que l'on a toujours connues, à savoir:

1. Celles des employeurs (actionnaires, patrons) en quête de revenus.
2. Celles des employés en quête d'une maximisation de leurs revenus et d'autres bénéfices ou atouts (sécurité, pouvoirs, par exemple).
3. Celles des pouvoirs publics par l'imposition ainsi que par des mesures de contrôle sur l'essor économique et, partant, industriel.
4. Celles du consommateur, qui portent sur la qualité et le prix des produits et les services qu'on lui donne.
5. Enfin, celles des fournisseurs de matières premières, de services et de biens d'équipement.

Ces différentes forces ont augmenté ou diminué tout au long de l'histoire industrielle mais, dans l'ensemble, elles se manifestent aujourd'hui davantage que jadis en étendue et en profondeur. A ces tensions et influences classiques viennent, de nos jours, s'en ajouter d'autres, dues à la possibilité accrue d'utiliser de nouveaux moyens améliorant le processus de la production: la cybernétique et le perfectionnement, voire l'invention de machines capables de simuler l'intelligence humaine, tels les fabuleux ordinateurs.

Une avance technologique aussi remarquable oblige de plus en plus l'homme à examiner ce qu'il fait, ce qu'il veut faire et pour quelle raison il le fait. Aussi les activités naturelles que l'on considérait jusqu'à présent comme normales et, disons, institutionnelles de l'entreprise industrielle: acheter, transformer, vendre, etc., s'exercent-elles dès maintenant par des moyens inconnus jusqu'ici.

Reprenons les différents points déjà énoncés et relatifs aux problèmes de base de l'entreprise industrielle et même de toute entreprise.

1. Le premier porte sur la création et la distribution du profit, et sur la rémunération équitable de ceux qui prennent des risques dans l'entreprise. Le profit, à la fois si nécessaire et pourtant parfois si mal considéré, est logiquement aussi l'indice de la vitalité de l'entreprise elle-même et détermine le degré d'accomplissement des tâches que l'on s'est fixées. Dans l'entreprise d'aujourd'hui, le risque existe qu'un certain fossé ne s'établisse entre le propriétaire (qu'ils soient un ou cent mille) et ceux qui sont censés défendre ses intérêts. Ceci est dû en Europe surtout à des résidus des luttes d'antan sur le plan social et aux difficultés psychologiques d'un processus d'interpénétration qui doit s'effectuer dans des conditions vraiment objectives. *Last but not least*, le problème de l'information au sein de l'entreprise, de bas en haut, de haut en bas, du dedans au dehors, n'a pas encore trouvé des formules vraiment satisfaisantes. Dans certains pays, tous ces rapports sont aussi influencés par des décisions politiques et par une législation qui vise à diminuer et le degré d'intervention de la propriété et les possibilités de décision des directions, par la création d'organes de gestion mixtes (employeurs-employés) ou par l'obligation d'avoir comme partenaire l'Etat lui-même, sous différentes formes, ou encore par d'autres mesures de contrôle plus ou moins visibles.

2. L'employeur et l'employé se comprennent, dans les grandes lignes, mieux aujourd'hui qu'hier, car la lutte des classes s'est considérablement transformée; elle évolue vers d'autres plans et sous une optique bien différente d'autrefois.

En Occident, au cours des dernières décennies, un très grand pas en avant a été fait dans le domaine de la rétribution et des différentes formes complémentaires à celle-ci (assurance maladie ou chômage, retraites, diminution des horaires de travail, vacances payées, formules de nature à assurer le plein emploi, préparation professionnelle, etc.). Cette évolution va dans le sens de la promotion de conditions de vie plus favorables pour l'individu, conditions lui permettant d'affirmer sa propre personnalité dans l'entreprise, aussi bien devant le patron ou le «manager» que devant la machine et ses automatismes; l'homme a en effet de plus en plus besoin de se sentir «autonome», peut-être même davantage de se sentir que de l'être.

La stabilité de l'emploi constitue un problème essentiel pour l'ensemble des travailleurs et cela se comprend aisément. Toutefois, du fait des innovations techniques, cette stabilité peut se modifier; il s'agit là d'une évolution qui augmente la mobilité de la main-d'œuvre. La conséquence en est la nécessité de résoudre la question d'un habitat convenable pour l'homme qui va «changer». Voilà qui exigera une révision des possibilités de transfert économique d'une résidence à l'autre. Quelle tâche immense, passionnante, stimulante pour les architectes et les administrateurs de demain!

Stabilité de l'emploi et avance technologique poseront des problèmes humains d'envergure; il n'est pas inutile de rappeler l'expérience classique faite en Grande-Bretagne à l'époque où le progrès technique dû à la révolution industrielle provoqua une série de grèves et d'émeutes dans le Royaume-Uni, alors à la pointe de l'évolution technologique. Même dans les conditions de travail les meilleures, cette expérience se répète ici et là dans les pays les plus civilisés où la masse des travailleurs se refuse parfois à accepter des innovations alors que même ses représentants y souscrivent et les recommandent.

Dans l'atmosphère actuelle, des mouvements se font jour dans le monde occidental pour que les employés et les ouvriers des entreprises soient mieux associés à la vie de celles-ci; on essaie ainsi d'introduire à différents paliers de décision — la gamme est très vaste — un droit d'intervention ou un devoir de consultation du personnel, commençant par la gestion des œuvres sociales des entreprises mêmes, passant ensuite à l'information sur les résultats d'exploitation, pour finir, dans quelques cas, à la participation aux organes de gestion et au capital.

En essayant d'établir des principes qui pourraient assurer la cogestion, on oublie assez facilement que s'il y a un seul type d'entreprise que l'on appelle industrielle, il n'en existe pas une seule disposant, sur le plan humain, de stratifications de nature à permettre de lui appliquer certaines règles du jeu politique, tout particulièrement certains systèmes apparentés à des formules démocratiques; ces systèmes sont valables pour les idées qu'ils concrétisent, mais non dans la pratique économique. On voit mal quelles nouvelles règles, inspirées des systèmes politiques, pourraient véritablement permettre de bien gérer et surtout de mieux gérer l'entreprise moderne. Les modalités de ces interventions du personnel dans la gestion sont encore très différentes les unes des autres et assez mal définies; dans l'ensemble, elles risquent d'entraîner une certaine confusion dans la gestion des affaires, du fait que l'on court le danger, en discutant de problèmes fondamentalement économiques, et par là d'efficacité, de politiser la conduite des entreprises en assimilant leur gestion à celle de la chose publique. Or, le contrôle plural met finalement en cause la fonction essentielle du «management» et ses responsabilités. Même dans les républiques socialistes, le rôle des commissaires politiques,

là où ils existent encore, a diminué constamment d'importance car on s'est aperçu que la machine militaire, devenue de nos jours une machine industrielle, ne peut en fin de compte pas être dirigée par deux autorités à la fois. Dans le monde occidental, on constate en outre que les immixtions sont parfois politisées par l'intervention d'organisations syndicales rivales qui s'opposent les unes aux autres et dont les actions tendent à des fins n'intéressant que très marginalement les buts fondamentaux de l'entreprise.

Certains pays européens continuent à avoir de la peine à garder chez eux l'élite des jeunes, scientifiques ou non, qui se vouent aux sciences et aux techniques industrielles. Cette situation est due à deux causes principales et concomitantes: l'ambiance dans laquelle spécialistes et chercheurs peuvent s'épanouir, et les questions matérielles y afférentes. Il ne faudrait pas insister par trop sur les conditions économiques. Ce qui serait valable pour un pays européen nordique ou anglo-saxon ne l'est pas *eo ipso* pour un pays latin où, comme le disait un humoriste français, les jeunes savants hésitent à accepter le pactole des engagements outre-Atlantique « à cause des difficultés qu'ils rencontrent avec la langue, la nourriture et les femmes ». Il est cependant patent que dans l'ambiance américaine on comprend mieux que dans le Vieux-Monde l'importance de la recherche et du sens de la liberté nécessaire dans ce domaine, comme d'ailleurs dans d'autres secteurs de l'activité économique, liés étroitement à la vie des entreprises modernes.

3. La troisième pression ou force conditionnant la vie de l'entreprise, est celle qui a pour origine les pouvoirs publics dont l'influence sur la gestion des affaires s'opère par les moyens classiques de l'impôt ou de la politique sociale et financière. Ici, le discours pourrait être très long si l'on voulait décrire soit par quelles politiques et par quels moyens l'Etat influence le coût de l'argent, l'épanouissement ou le rétrécissement de certaines activités économiques, soit par quels autres moyens, sans cesse perfectionnés, l'Etat moderne a tendance à devenir de plus en plus puissant. Cette puissance, l'Etat l'acquiert grâce à une programmation plus ou moins avancée, grâce aussi à la participation de l'Etat lui-même à des entreprises qui deviennent à leur tour concurrentes de l'entreprise privée, grâce enfin à la création de structures économiques toujours plus rigides. Dans un certain sens, le soi-disant monde des « managers » risquera un jour de ne faire qu'une bien pâle figure à côté de celui, surgissant, des technocrates dont le pouvoir s'accroît d'année en année et dont les responsabilités directes semblent cependant rester en fin de compte passablement dans le vague.

Y a-t-il une limite à l'élargissement des activités de l'Etat? La réponse doit-elle être donnée par l'Occident, de plus en plus planificateur et de plus en plus « scientifique », ou bien, par un curieux renversement des choses, dans une certaine mesure par les pays de l'Est européen, encore que l'on ne puisse par là déceler les signes d'un rajustement total de l'économie socialiste? En effet, dans les pays socialistes, on commence à trouver que l'idée du profit doit être le mobile principal de l'activité de l'entreprise et que ce profit ne peut être calculé exactement que si l'entreprise opère dans un régime concurrentiel, donc, en définitive, dans un régime ignorant l'intervention directe de l'Etat à tous les paliers et ne subissant pas l'influence de décisions autocratiques prises d'en haut.

4. Le consommateur constitue aussi une force considérable et déterminante. Depuis la Deuxième Guerre mondiale surtout, l'augmentation du pouvoir d'achat en Occident a créé de nouveaux besoins chez le consommateur; parmi ces besoins, celui de chercher à occuper le temps libre et, partant, le problème des loisirs, n'est pas le moindre. Dans ce cadre, l'industrie et le commerce doivent perfectionner leur action afin de produire des biens et des services de plus en plus parfaits dans un marché de plus en plus concurrentiel. Dans les rangs des

consommateurs, le nombre des ouvriers et des agriculteurs va diminuer; par contre, celui des « indépendants » et des employés augmente. Parallèlement, le nombre des personnes ayant une culture supérieure va aussi s'accroître. Tout ceci crée une demande toujours plus forte de production standard, dont la qualité doit être sans cesse améliorée, et de services raffinés ou « sophisticated », comme disent les Américains, que l'on ne connaissait pas au début du siècle. Au sein de la société de haute consommation, deux forces, dans un certain sens antagonistes, se manifestent: l'une insiste sur la quantité, l'autre sur la qualité. La quantité ne pourra pas s'enfler au-delà de la limite conditionnée par le facteur démographique; en revanche, les possibilités de réponse à la demande de qualité provenant d'un consommateur de plus en plus exigeant sont pratiquement inépuisables.

Quelques économistes ont mentionné à plusieurs reprises le phénomène de l'orientation de la demande et, dans ce cadre, souligné leur opinion sur l'inutilité de la création de certains produits ou services. Or, l'élargissement des marchés, qui soulève des problèmes de masse dans la demande et dans la production, augmente — qu'on le veuille ou non — la situation de concurrence. D'autre part, comme les critères objectifs d'appréciation de nos besoins changent constamment, le produit ou le service soi-disant inutile — s'il est vraiment inutile — meurt avec le temps; si, au contraire, il résiste et prospère, il donne la preuve de sa validité.

La société de consommation, maltraitée parfois par les hommes de la pensée qui l'accusent de manquer de certaines bases intellectuelles et morales, n'est, pour le moment du moins, que le symbole et aussi la synthèse tant de l'avance scientifique et technologique que de la haute productivité. Demain, elle représentera un nouveau tremplin pour l'avenir de l'humanité et constituera la base d'un nouvel humanisme. Il faut le croire, fermement le croire.

5. Pour clore le cycle des activités de l'industrie, il convient d'évoquer la série de mesures tendant à faciliter la circulation des produits de base et des articles manufacturés grâce à l'intégration de certaines économies (AELE, CEE, ALALC), ainsi qu'aux accords du GATT, qui facilitent l'industrie et devraient faire disparaître certaines difficultés. Il est trop tôt pour tirer des conclusions car ces constructions sont trop récentes et ont vu le jour dans des circonstances économiques favorables.

De nouveaux problèmes — nouveaux sous leur forme moderne mais en réalité vieux comme le monde — restent sans solution: ceux des nations pauvres et tout spécialement la question de la valorisation des produits des pays à économie sous-développée ou en voie de développement. On n'est en effet pas encore parvenu à établir des règles pour que le jeu ne se fasse pas dans des conditions aussi punitives qu'elles le sont parfois pour les pays producteurs.

Dans ce cadre se situe aussi la nécessité d'une agriculture plus rationnelle, partant plus économique, qui ne cherche pas à produire à n'importe quel prix et dans n'importe quelle région. Il semblerait en effet injuste et illogique que l'on tente d'ancrer l'homme dans une ambiance naturelle qui, tout en ayant certaines valeurs apparemment humaines, lui est à la longue hostile.

Touchant aux services que les tiers apportent à l'industrie, il est utile d'évoquer certaines possibilités qui changent et changeront encore à l'avenir le visage de l'entreprise industrielle. En effet, cette dernière pourrait fort bien s'éloigner des schémas classiques de structure connus pour adopter de plus en plus des formules de bail relatives à ses moyens de production et de distribution; en louant des bâtiments qui abritent des machines également louées, tout comme peuvent l'être aussi les dépôts, l'entreprise se trouverait en mesure d'étaler ses

moyens financiers d'une manière différente de ce qui fut le cas jusqu'ici, le « leasing » devenant toujours plus un facteur d'implantation rapide de l'industrie, avec ses avantages et ses risques.

* * *

Nous avons essayé, en simplifiant au maximum, d'indiquer les forces fondamentales et les tensions qui existent dans et autour de l'entreprise industrielle. Par quels moyens l'entreprise — et surtout ceux qui sont responsables de sa vie — tâchent-ils de comprendre ces forces ? S'ils y arrivent, comment parviennent-ils à les utiliser, à les canaliser pour atteindre certains objectifs fondamentaux, objectifs qui doivent sans cesse être précisés afin que l'action s'adapte aux conditions changeantes tant des marchés que du milieu politique et social ?

Se poser cette question, c'est en fin de compte étudier le phénomène consistant à diriger les affaires, à en assumer la responsabilité et à être prêt à payer les erreurs, une des caractéristiques de base de l'entreprise privée. Toutefois, la scène a changé et va changer. Des patrons habitués à agir généralement d'une façon tout à fait indépendante, on est passé aux « professional managers », hier encore des « solitaires », aujourd'hui de plus en plus des hommes agissant en groupe. L'optique de gestion des affaires est donc actuellement assez différente de celle d'antan. Tout en tendant à reconnaître la valeur du profit comme « mécanique » de base de l'entreprise, les professionnels doivent, de nos jours, s'habituer de plus en plus — je dirais plus moralement et intellectuellement que sur le plan physique — à l'interjeu des différentes forces mentionnées plus haut. Etre efficient, c'est-à-dire opérer dans un cadre économique et comprendre que l'entreprise est une partie d'un tout, c'est la tâche fondamentale du « management » d'aujourd'hui. Une telle évolution ne se réalise pas sans douleur et il nous faut ici ouvrir une petite parenthèse.

L'entreprise industrielle d'aujourd'hui ressent, bien plus que l'entreprise commerciale, les effets sans cesse grandissants des interventions limitant, à un rythme accéléré, nombre de possibilités de manœuvre. La planification est poussée au point que certains économistes anglo-saxons l'appellent « planning for survival » ! Là où une planification globale ne peut pas encore justifier son existence et sa force par une certaine homogénéité et par une certaine logique — bonne ou mauvaise — on se trouve devant des interventions massives et directes des pouvoirs publics dans divers secteurs de l'économie et l'on peut se demander quelle sera, par rapport à l'économie de marché d'antan, l'issue finale du système économique dans lequel nous sommes nés et dans lequel nous avons vécu jusqu'à présent. Au centre de la tornade scientifique et technologique apparaissent de nouvelles élites issues des organisations étatiques : les technocrates qui tentent de changer le visage du monde sans porter, généralement, les responsabilités qui incombent aux dirigeants de l'entreprise privée. Dans cette atmosphère, parfois encore assez calme comme en Suisse heureusement, parfois turbulente comme c'est le cas dans plusieurs pays du Nouveau et du Vieux-Monde, l'entreprise industrielle navigue avec l'élan du passé, en tâchant de comprendre les soi-disant impératifs des temps modernes.

Il n'est dès lors pas difficile d'entrevoir non seulement une certaine osmose entre les cadres privés et les technocrates, mais encore le risque que, finalement, l'entreprise de demain — telle que l'a décrite l'économiste américain J.K. Galbraith — ne s'oriente vers des formes de « technostructure » où l'efficacité économique ne serait plus un but fondamental, mais laisserait une large place à d'autres objectifs : survie, sécurité des directions, autonomie par rapport à l'Etat, maintien constant d'une avance technologique par recherche d'une virtuosité toujours plus grande.

Dans ce contexte, le « management » doit donc savoir planifier; en perfectionnant constamment sa connaissance de l'ambiance dans laquelle il opère, en utilisant à bon escient la recherche de marché, en vérifiant sans cesse la valeur des hypothèses de développement. Il faut aussi que les sources de l'imagination ne tarissent pas, tant sur le plan technologique que commercial. Pour le premier, celui qui le peut, et surtout qui le veut, doit investir pour demain, d'où l'avantage généralement reconnu du « format », de l'envergure de l'entreprise. Pour le second, la commercialisation, le sens du service va devenir de plus en plus un atout important, voire un impératif de l'avenir, car la limite de saturation des besoins recule constamment, tel le mirage dans le désert...

Dans l'entreprise d'aujourd'hui — et c'est là un phénomène digne d'attention — nombre d'hommes d'hier doivent essayer de maîtriser les techniques de demain; conséquence assez fréquente de cette situation: la crainte de l'inconnu ou du mal connu se manifeste par la « surdirection » (over-management). C'est dans la logique des temps, certes, mais il n'en sera pas toujours ainsi, car les collaborateurs de l'entreprise — que ce soient des employés ou des ouvriers — demandent et désirent, avec un juste sentiment d'orgueil, des possibilités d'épanouissement dans leur travail. Ce travail doit en effet être digne et stimulant; le contraire signifierait, en définitive, dépit et démoralisation qui, à leur tour, engendrent l'hostilité.

Il y a évidemment une série d'obstacles à surmonter car il serait exagéré de croire, par exemple, que les ordinateurs sont essentiellement voués à nous sauver de la suffocation sous les montagnes de papiers, ou qu'ils sont là pour instituer l'ordre après le chaos. La réalité est un peu différente. Les ordinateurs représentent une aide pour penser et non pas un substitut, un remplacement de la pensée. Il est vrai que l'on risque d'accorder toujours plus de confiance et de responsabilités aux systèmes mécaniques et toujours moins de responsabilités aux hommes agissant par ces systèmes; toutefois, une tendance exagérée dans ce sens va à l'encontre de la fonction réservée aux « mécaniques » mises au service de l'homme.

L'action de diriger ne se borne évidemment pas à planifier ou à trôner sur un système parfait d'informations utiles à la décision; elle ne se limite pas non plus simplement à disposer d'outils de plus en plus perfectionnés et, partant, d'une manipulation assez difficile. Cette action se prolonge dans une tâche fondamentale et noble, celle de la formation des hommes.

Dans le Vieux-Monde, on croit encore généralement à la dure expérience de la pratique et des erreurs. Outre-mer, on tâche par différents moyens d'enseigner la science des affaires. Les expériences faites ces dernières années semblent montrer que le chemin à parcourir, si l'on veut résister aux poussées d'outre-Atlantique et, surtout, avancer, dépend d'une vision plus moderne et plus dynamique de l'enseignement de la gestion industrielle et des affaires, en oubliant ce que disait grand-père.

Pour conclure et en songeant au cadre extrêmement mouvant de la société industrielle d'aujourd'hui et de demain, il faudra veiller à ce que certaines tendances que l'on sent dans l'air ne deviennent pas réalités; nous pensons avant tout à celles visant à démontrer que les techniques et l'avance technologique des civilisations avancées ont une sorte de structure logique et très indépendante, de nature à leur permettre de dominer notre vie sur le plan de la société humaine comme sur celui de l'individu; il en résulterait que la volonté des hommes de résister à ces changements serait pratiquement nulle. Or, il faut justement veiller à ce que l'être humain ne soit pas noyé par ces techniques et préparer les hommes à une vision libre et généreuse de leur activité.